

En Bulgarie, des Roms entre colère et résignation

- [Elise Racque](#)

- Publié le 10/04/2019.

Avec son centre-ville refait à neuf, Plovdiv, en Bulgarie, est la « capitale européenne de la culture 2019 ». Mais dans le quartier de Stolipinovo, le plus grand ghetto rom d'Europe, les habitants sont amers : oubliés de tous, ils s'entassent dans des immeubles délabrés et ne rêvent que d'une chose, partir à l'étranger.

Un but partout entre Barcelone et la Juventus de Turin. Si le score est équilibré, les Espagnols dominent clairement le jeu des Italiens. Le coach s'impatiente, concentré, aux manettes de son équipe... au sens propre du terme, car le match de foot est virtuel. Il se déroule sur un écran télé installé dans une pièce sans fenêtre et enfumée d'une association de jeunes Roms, à l'entrée de Stolipinovo, le plus grand quartier rom d'Europe. Ici, à l'extrême périphérie de l'Union, quelque cinquante mille citoyens européens s'entassent dans des blocs d'immeubles délabrés hérités du communisme. Nous sommes à Plovdiv, la troisième ville de Bulgarie (dans le centre du pays), « capitale européenne de la culture 2019 ».

Autour des consoles du Club des jeunes Roms de Stolipinovo, ce titre ronflant de « capitale » provoque les rires. « *Vous, vous n'êtes pas des touristes, vous êtes forcément des journalistes pour venir ici !* » lance Silva, 18 ans, dans un anglais très *british*. Si le centre-ville récemment rénové regorge d'installations artistiques et de drapeaux siglés « Ensemble » (le slogan choisi par la capitale européenne de la culture), le promeneur étranger, c'est vrai, n'est pas franchement encouragé à mettre les pieds à Stolipinovo. Dans le « ghetto », pas grand monde n'a eu vent des événements prévus tout au long de l'année, alors que le programme social d'intégration ciblant le quartier, doté de 2,5 millions d'euros, a pesé dans la balance pour convaincre le jury bruxellois. «

Vu d'ici, le programme privilégie surtout des activités organisées dans le centre de Plovdiv, explique Silva. Des bénévoles emmènent par exemple des enfants découvrir les musées. Moi, j'ai participé à une pièce de théâtre sur la tolérance avec des ados roms et bulgares, mais on l'a jouée dans le centre-ville. » Le jeune homme au style étudié — sweat jaune fluo, jeans troués et baskets rouge vif — est l'un des seuls habitants que nous rencontrerons ayant participé à l'un des projets. Et pourtant il n'habite plus vraiment ici : quand ses parents ont divorcé, il a suivi sa mère à Londres, où il étudie la musique, compose et chante des titres hip-hop. Les rues principales de Stolipinovo, où il nous guide, ont servi de décor à son dernier clip.

Un quartier complètement laissé à l'abandon

Le contraste avec le centre-ville rutilant de Plovdiv est saisissant : pas de rénovation urbaine, pas d'installations artistiques ni d'espaces verts. L'odeur de fumée qui se dégage du charbon brûlé pour chauffer les habitations prend très vite à la gorge, imprègne cheveux et vêtements. Les routes, rarement goudronnées, serpentent entre les blocs d'immeubles qui dominent le quartier de leurs sept étages, laissés dans leur jus depuis l'ère communiste. Massives, hérissées d'antennes satellites et entourées d'ordures, leurs façades usées font un effet sinistre. Une myriade de petites échoppes gravitent autour de ces mastodontes grisâtres. Ouvertes non-stop ou presque, elles proposent au passant cigarettes, légumes, matériel de construction ou viande grillée — commerce informel courant dans ce quartier où 90 % des habitants sont officiellement sans emploi.

Asmalia, elle, vend des crêpes. Les voitures et les carrioles tirées par des chevaux déambulent devant son stand improvisé. *« J'essaie de me faire un peu d'argent car ma retraite ne suffit pas, explique cette septuagénaire, à qui l'Etat ne verse que 140 leva par mois (un peu plus de 70 euros). Heureusement, mon fils a trouvé du travail dans le bâtiment en France, à Lyon. Sans cet argent, je n'aurais pas pu agrandir ma maison pour loger mes deux petits-enfants ».* Asmalia fait partie des quelques habitants qui logent dans les maisons — peu nombreuses — érigées au pied des immeubles. Au gré des salaires gagnés à l'étranger, des étages supplémentaires apparaissent. Souvent illégaux, rarement terminés, ils traduisent dans le paysage la nouvelle manne reçue d'Europe occidentale — une Europe devenue plus accessible depuis que les travailleurs bulgares ont obtenu, le 1er janvier 2014, en même temps que les Roumains, la liberté de circulation dans l'Union. Tout le monde ou presque effectue des allers-retours entre la Bulgarie et l'Allemagne, la France ou l'Angleterre, à moins qu'un membre de la famille déjà installé dans un de ces pays n'envoie des mandats réguliers. Destinations stars de cette économie nomade : Dortmund, Duisbourg, Londres, Tottenham et les chantiers de la banlieue parisienne. A tel point que dans certaines rues de Stolipinovo, l'allemand a plus la cote que le bulgare... C'est d'ailleurs dans la langue de

Goethe que nous interpelle un habitant accoudé à sa fenêtre : « *C'est la merde ici ! C'est pas l'Europe ! Il n'y a rien !* »

“On voit les enfants partir les uns après les autres avec leurs familles”, une enseignante.

Rester ? Partir ? Revenir ? Impossible d'obtenir un chiffre précis sur cette *émigration économique* auprès des associations locales. Une seule certitude, selon la Mairie de Plovdiv et les habitants : elle s'accroît. « *On voit les enfants partir les uns après les autres avec leurs familles !* » rapporte par exemple une enseignante d'une des écoles primaires du quartier, dont le nombre d'élèves aurait chuté selon elle de mille six cents à neuf cents au cours des trente dernières années. « *Oui, tout le monde part. Avant c'étaient les hommes, maintenant des familles entières* », appuie Hossein. Ce père de famille moustachu oscille entre colère et résignation, comme nombre de ses voisins. « *Il n'y a pas de travail, ou alors trop mal payé ! Comparé à ce qu'on peut gagner à l'étranger, même au noir, il n'y a pas photo. Et puis on ne peut pas vivre ici : les rues sont sales, les canalisations si mal entretenues que les caves sont inondées tandis que les gens n'ont plus d'eau courante à partir du cinquième étage... On a le sentiment que la ville nous a oubliés, comme si on ne faisait pas partie de Plovdiv, comme s'il y avait une frontière imaginaire !* » débite-t-il sans s'arrêter. Lui se dit « *trop vieux* » pour partir.

Autre déclencheur de cet exode : les démolitions régulières de maisons et d'échoppes illégales. « *Avant, les gens vendaient plein de choses. La municipalité a tout détruit il y a deux semaines*, regrette Hossein en pointant du doigt une trouée d'une vingtaine de mètres sur le trottoir jonché de gravats. *En 2018, le rythme des démolitions s'est accéléré. La ville veut nettoyer les installations illégales entre les blocs.* » A 200 mètres, les autorités ont bâti quelques petites boutiques, blanches et vides. Ironiquement surnommées « *les kiosques européens* » — car aux normes de l'Union — elles sont délaissées par les commerçants, qui construisent leur clientèle autour d'un carrefour ou sur un trottoir bien précis et ne veulent plus en bouger.

“Les politiques n'ont pas intérêt à agir pour les Roms. Le faire est d'autant moins populaire au sein de l'opinion publique que les nationalistes sont désormais entrés dans la coalition gouvernementale !”

Stolipinovo est parcouru de lignes invisibles cartographiant le quartier en fonction des identités ethniques et des groupes sociaux. Silva le Londonien, par exemple, ne poussera pas plus loin que le marché et ses étals de vêtements : « *Plus loin c'est le coin turc, c'est pas mon univers, je n'y vais jamais* », glisse le chanteur. Dans ces allées de terre, on parle turc, on écoute de la musique turque, on regarde les séries turques, et pas question de se présenter comme Rom. « *Mais on vit très bien tous ensemble !* » soutient Beroul en bulgare, qui travaille ici comme menuisier après avoir tenté sa chance sans succès en France. Depuis son atelier où s'accumulent des machines « *faites maison* », il défend son quartier contre l'image qu'en donnent les médias. « *Les journalistes disent que c'est la jungle ici, qu'on est des criminels, qu'on se bat...*

Ce n'est pas vrai, dément-il en caressant le bois d'une table ottomane en cours de ponçage, on cohabite très bien, il y a même des couples mixtes entre Roms chrétiens et Turcs musulmans. On est plus tolérants que la plupart des Bulgares !

Discrimination à l'embauche

De fait, le racisme anti-Rom demeure fort en Bulgarie, malgré une stratégie nationale d'intégration guidée par les objectifs d'égalité donnés par l'Union européenne... qui pointait l'an dernier le « *manque de résultats concrets* » obtenus par la municipalité de Plovdiv. « *De toute façon, les politiques n'ont pas intérêt à agir pour les Roms. Le faire est d'autant moins populaire au sein de l'opinion publique que les nationalistes sont désormais entrés dans la coalition gouvernementale !* déplore Asen Karagyozov, qui chapeaute le club de jeunes de Stolipinovo. *La discrimination à l'embauche, par exemple, fait partir les Roms éduqués. Il y a quelques années, des enfants d'ici ont participé à un programme de déségrégation qui les envoyait étudier dans des écoles hors du quartier. C'était une bonne idée... mais la plupart sont maintenant en Allemagne.* »

Cap au nord-ouest donc, pour ces enfants aussi. Mais toutes les familles n'ont pas les moyens de l'exil. Certaines impasses de Stolipinovo mènent à de petits bidonvilles où des cahutes remplacent les appartements communistes.

Quelques volontaires français, bulgares ou belges organisent des spectacles et des ateliers manuels pour les enfants qui bénéficieront peut-être du nouveau centre éducatif du quartier, financé... non pas sur des fonds européens, mais grâce à un programme bulgare-suisse. L'argent a permis de recruter deux médiateurs parmi les habitants, dont Zinaïda, 20 ans, payée 306 euros par mois pour convaincre les parents les plus pauvres d'envoyer leurs enfants à l'école. La jeune fille vit dans Stolipinovo : « *Mes parents ont émigré dans la banlieue parisienne pour trouver du travail, mais pas moi* », confie-t-elle. Elle compte bien rester dans le quartier et devenir enseignante. Sa responsable ne réalise toujours pas : « *Quand elle a rendu visite à ses parents cet hiver, j'ai cru qu'elle ne reviendrait plus, comme les autres. Mais si ! Et vu l'ampleur des problèmes qu'on a ici, son retour, ça donne de l'espoir !* »